

**Le rôle de la politique monétaire
pour remédier aux différentes
crises : Cas d'Algérie**

**The role of monetary policy to
remedy the various crises: A case
study of Algeria**

Younes Bensiahmed^{*1}, Nihad Abbas²

Received 14/12/2022

Accepted : 28/12/2022

Published : 31/12/2022

<https://doi.org/10.52919/arebus.v3i2.31>

RESUME :

De nos jours, l'intervention de l'État devient de plus en plus primordiale afin de maintenir une stabilité économique, pour assurer cette situation l'État doit adopter plusieurs politiques économiques qui désignent l'ensemble des actions mises en place par les pouvoirs publics visant à corriger les « déséquilibres » économiques jugés dommageables, parmi ces politiques on peut distinguer : la politique budgétaire, la politique commerciale et la politique monétaire

L'Algérie de son tour a toujours eu recours à la politique monétaire notamment en période de crise, à savoir la crise des subprimes, la crise pétrolière de 2014 et enfin la crise sanitaire actuelle, ces crises font essentiellement l'objet de notre travail, qui porte sur l'étude de l'intervention de l'état en période de crise par la politique monétaire visant à surmonter cette situation.

Mots clés : Algérie, politique monétaire, la crise des subprimes, la crise pétrolière, la crise sanitaire.

ABSTRACT:

Nowadays, the intervention of the State becomes more and more essential to maintain an economic stability, to ensure this situation the State must adopt several economic policies which designate the whole of the actions set up by the public authorities aiming at correcting the economic "imbalances" judged harmful, among these policies one can distinguish: the budgetary policy, the commercial policy, and the monetary policy

Algeria in turn has always resorted to monetary policy especially in times of crisis, namely the subprime crisis, the oil crisis of 2014 and finally the current health crisis, these crises are essentially the subject of our work, which focuses on the study of state intervention in times of crisis by the monetary policy to overcome this situation.

Key words : Algeria , Monetary policy, Subprime crisis, Energy crisis, Health Crisis.

JEL Codes : E52

How to cite this article

Bensiahmed Y., Abbas N. (2022).Le rôle de la politique monétaire pour remédier aux différentes crises : Cas d'Algérie, Advanced Research in Economics and Business Strategy Journal, 3(02), <https://doi.org/10.52919/arebus.v3i2.31>

* Corresponding author.

¹ PhD student, Higher School of Commerce, Algeria, y_bensiahmed@esc-alger.dz

² PhD student, Higher School of Commerce, Algeria, n_abbes@esc-alger.dz

This work is an open access article, licensed under a [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)

1. INTRODUCTION

L'importance de la politique monétaire ne cesse d'accroître, depuis le 19^{ème} siècle qui a témoigné une situation d'instabilité monétaire. Aussi l'apparition de l'école monétariste avec « Milton Fridman » a mis en lumière cette politique.

La pensée monétaire a connu plusieurs transformations et développements à travers le temps, d'ailleurs la monnaie a toujours constitué toujours un sujet de débat entre plusieurs philosophes et économistes, cela était matérialisé par les apports de réflexion des philosophes grecques anciens tel que « Aristote », et à l'époque contemporaine l'ensemble des théories monétaires élaborées par les différentes écoles économiques (classiques, néoclassiques et monétaristes).

Le développement du monétarisme a permis de déterminer les concepts de la politique monétaire à titre des notions, les spécificités, les objectifs et les instruments. La politique monétaire et la politique budgétaire sont devenues parmi les outils efficaces de la politique économique, la politique monétaire à une grande capacité d'influencer la situation économique actuelle et future.

D'habitude les banques centrales utilisent les instruments de la politique monétaire afin de réaliser leurs objectifs .Ces objectifs sont classés par les économistes comme des instruments quantitatifs qui influencent la masse de la monnaie en circulation ainsi que des instruments qualitatifs influençant la qualité du crédit et son coût, et enfin des instructions directes données dans le cas où les instruments qualitatifs et quantitatifs n'arrivent pas à réaliser les objectifs de la politique monétaire.

L'objectif de la politique monétaire est la gestion de l'offre monétaire afin de réaliser un ou plusieurs objectifs prédéterminés. La stabilité monétaire c'est à dire la lutte contre l'inflation a constitué l'objectif principal des banques centrales à travers le monde pour une longue période ,cela était argumenté par les niveaux importants de l'inflation ayant caractérisé les pays développés après la deuxième guerre mondiale, néanmoins devant les grandes pertes financières résultantes des crises financières (surtout après l'effondrement du système de Bretton Woods) et devant les impacts négatifs de ces crises financières sur le taux de développement économique ,il était nécessaire pour les gouvernements en général et les autorités économiques en particulier de trouver une solution pour mettre fin à ce phénomène.

La politique monétaire a constitué pour la majorité des décideurs la solution optimale pour faire face aux crises financières fréquentes, les banques centrales donc ont créé un nouvel objectif de préserver la stabilité financière par la politique monétaire. La stabilité financière et la résolution des crises financières sont devenues parmi les principaux objectifs de la banque centrale c'est à dire sa politique monétaire. Tout ça s'est traduit en réalité par l'utilisation des banques centrales de leurs instruments de politique monétaire afin de remédier ses crises financières

À cet effet, l'objectif de cette recherche est de mettre en évidence l'évolution des pratiques en matière de conduite de la politique monétaire en Algérie face aux différentes

crises, l'étude porte notamment sur les instruments mis en place par la Banque d'Algérie ainsi que le contexte économique qui les entoure.

Afin de mener à bien notre étude, nous allons présenter, tout au long de ce travail, la conduite de la politique monétaire, autrement dit, nous allons mettre en évidence les différentes politiques monétaires appliquées en Algérie au cours des dernières crises, en allant de la crise des subprimes (2007), et puis la crise liée à la chute brutale des prix du pétrole (2014) et enfin arrivant à la crise sanitaire liée à la pandémie COVID 19 (2020). Nous tenterons de mettre le point sur les objectifs tracés par l'autorité monétaire, tout en mettant l'accent sur leurs conséquences par rapport à la sphère monétaire (le contrôle de la croissance des agrégats monétaires, le taux d'inflation, et le taux de change).

2. GENERALITES SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

2.1. Définition de la politique monétaire

On peut définir la politique monétaire comme les actions mises en œuvre par les autorités monétaires afin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la réalisation du plein-emploi tout en préservant la stabilité de la valeur de la monnaie au niveau interne (le niveau général des prix) et au niveau externe (taux de change).

2.2. Les instruments de la politique monétaire en Algérie

L'objectif de la politique monétaire, est le maintien de la stabilité des prix, en mobilisant tous les moyens en sa possession, notamment le contrôle de la liquidité, les taux d'intérêt et la maîtrise du taux de change. Pour réaliser cet objectif, la Banque centrale dispose de trois principales politiques d'intervention à savoir :

- ❖ **La politique de refinancement bancaire** : elle se base sur le niveau de taux d'intérêt que les autorités font varier selon l'objectif voulu. Cette politique a été utilisée jusqu'au début de l'année 2001 par la Banque d'Algérie. Théoriquement une augmentation du taux d'intérêt réduit la création monétaire, ceci à travers la baisse de la demande de refinancement des banques commerciales et/ou à travers la baisse de la demande de crédit traduite par une baisse de l'investissement et donc une baisse de la demande globale.
- ❖ **La politique des réserves obligatoires** : cette politique se traduit par l'obligation faite par la Banque centrale aux banques secondaires de détenir une fraction de leurs actifs en monnaie à la Banque centrale. Cette dernière a la liberté de fixer la valeur du taux de réserves obligatoires que doivent respecter les banques. En effet un taux de réserves obligatoires élevé réduit la liquidité des banques, contrairement à un taux réduit qui augmentent la liquidité des banques.
- ❖ **Politique de l'encadrement du crédit** : elle vise à plafonner le volume des crédits octroyés par les banques commerciales à l'ensemble des agents économiques, ce qui conduira à une baisse de l'offre de monnaie. C'est pour cette raison que les banques centrales ont recours à cette politique en situation d'inflation exigeant une action rapide et efficace.

3. LA POLITIQUE MONETAIRE FACE A LA CRISE DES SUBPRIMES

3.1. Les facteurs d'émergence de la crise

Les prémisses de la crise ont manifesté avec les difficultés affrontées pour le remboursement des crédits consentis pour l'achat d'un logement par les ménages américains à faible revenu. Ces crédits étaient destinés à des emprunteurs qui ne présentaient pas les garanties suffisantes pour bénéficier des taux d'intérêt extrêmement bas pratiqués par la banque centrale des États-Unis. Etant donné que les prix d'immobilier ne pouvaient qu'accroître, les crédits ont été gagés par une hypothèque sur le logement acheté. A cet effet, une défaillance de l'emprunteur devait être plus que compensée par la vente du bien hypothéqué. Par ailleurs, pour susciter l'emprunteur en allégeant les charges financières de remboursement, les crédits ont été souvent octroyés avec des taux variables. **Dans ce contexte, ce qui s'est produit finalement**, qu'au bout de 2 ou 3 ans, pour maintenir l'inflation la banque centrale américaine a progressivement relevé ses taux de 1% en 2004 à plus de 5% en 2006, en outre les prix de l'immobilier ont fini par baisser jusqu'au devenir inférieurs à la valeur des crédits qu'elles étaient supposées garantir. L'afflux des défaillances des emprunteurs et des reventes de leurs maisons hypothéquées a accéléré la baisse des prix de l'immobilier, par conséquent les établissements de crédit spécialisés se sont, les premiers, retrouvés en difficulté.

3.2. L'incidence de la crise des subprimes sur l'économie algérienne

Tous les pays du monde ont été impactés d'une manière ou d'une autre par la crise des subprimes à cause de la mondialisation. L'Algérie de sa part n'a pas fait l'exception.

En effet, l'Algérie qui possède une économie basée essentiellement sur la rente pétrolière (98% de ses recettes d'exportations provenant du pétrole), a été touchée par les effets de la crise des subprimes à travers l'ensemble des facteurs liés aux exportations des hydrocarbures.

Le ralentissement de la demande mondiale de l'énergie a provoqué la diminution des exportations ce qui a impacté par la suite la croissance économique nationale.

Toutefois, les importantes réserves de change, le règlement de la dette par anticipation et la constitution de fond de régulation des recettes (FRR) ainsi que la diversification des devises de placement depuis 2004 ont permis à l'Algérie d'amortir les effets de la crise des subprimes à court terme et d'être en bonne posture. Cependant ces paramètres qui contribuent à la protection du marché algérien contre les effets de la crise financière mondiale risquent de voler en éclats si l'inflation continue à progresser.

3.3. L'évolution des instruments de la politique monétaire

➤ Le taux de rémunération de la réserve obligatoire

La réserve obligatoire est un dépôt rémunéré ou non que les établissements de crédit sont tenus de constituer auprès de la Banque Centrale, celle-ci a fixé la rémunération des réserves obligatoires à 0,75% taux qui était en vigueur pour la période du 15 mars 2008 jusqu'au 14 mars 2009. A partir du Mars 2009, la Banque d'Algérie a abaissé également le taux de rémunération des réserves minimales obligatoires à 0,50 % contre 0,75 %.

➤ **Le taux de constitution de la réserve obligatoire**

Elles consistent en l'obligation faites aux établissements de crédit de maintenir sur leurs comptes à la banque centrale, une provision minimum généralement proportionnelle à l'importance de leur dépôt. Suite à une situation de grande liquidité, dérivant des répercussions de la crise internationale, la Banque d'Algérie a eu recours à cette politique en 2007, en augmentant le taux de réserves obligatoires de 6.50% à 8%

➤ **Les reprises de liquidité**

Dans un contexte de crise, le trésor public est devenu le créancier net de l'ensemble du système bancaire. Cette hausse de liquidités bancaires a matérialisé l'excès de liquidités sur le marché monétaire. Pour faire face à cette hausse de liquidités et limiter par conséquent ses effets inflationnistes, la Banque d'Algérie a multiplié les reprises de liquidités à partir de juin 2007, qui ont atteint 1100 milliards de dinars contre 450 milliards de dinars.

➤ **Crédit à l'économie**

Dans une économie du marché le crédit joue un rôle central, parce qu'il facilite l'accès aux biens de consommation et permet une production de la masse qui, à son tour conduit à une réduction des prix de vente. Les crédits à l'économie ont enregistré une évolution stable. Cependant, cette croissance reste toujours insuffisante par rapport aux besoins de financement et aux ressources disposées par les banques.

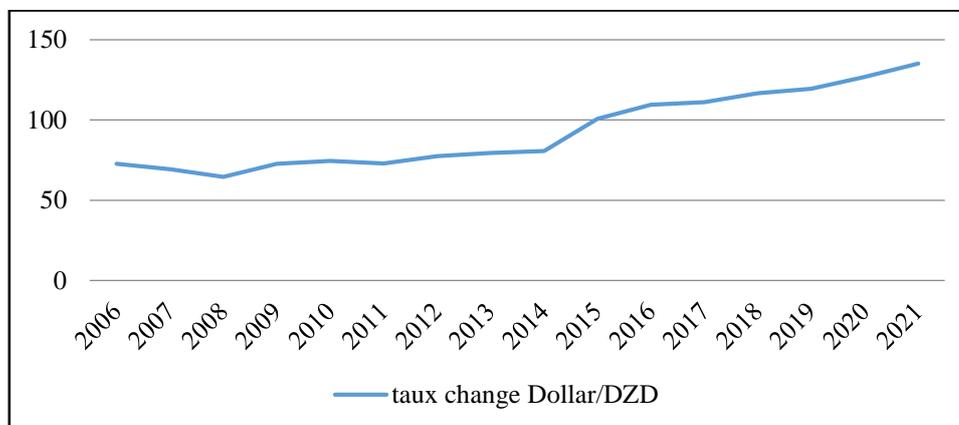
3.4. Efficacité des instruments de la politique monétaire

➤ **Taux de change**

Le taux de change est l'un des éléments importants de la politique monétaire. En décembre 2008, la Banque d'Algérie a réduit la valeur du dinar à 64.58 dinars pour un dollar, alors que le taux de change de l'euro s'est stabilisé à 89 dinars pour la même période.

Au cours de l'année 2009, l'économie nationale a connu une forte détérioration, dans le sillage de la crise économique et financière internationale. Les prix du pétrole ont ainsi chuté passant de près de 100 dollars le baril en 2008 à 62,3 dollars le baril en 2009, entraînant une chute des recettes d'hydrocarbures. Ces évolutions ont engendré une dépréciation du dinar par rapport au dollar de 11,1 % en 2009.

Figure 01. Evolution du taux change entre 2006 et 2021

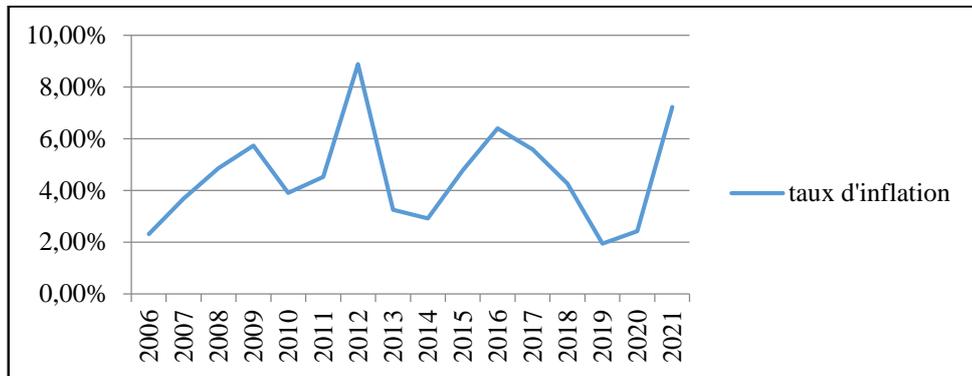


Source : Banque Mondiale

➤ **Taux d'inflation :**

L'objectif principal de la politique monétaire était de lutter contre l'inflation plus précisément de la maintenir à un niveau acceptable pouvant être contrôlé. Nous constatons que la Banque d'Algérie a plus au moins maîtrisé l'inflation. En effet, l'inflation s'est établie à 5,7%, en 2009 confirmant la stabilité monétaire en Algérie.

Figure 02. Evolution du taux d'inflation entre 2006 et 2021



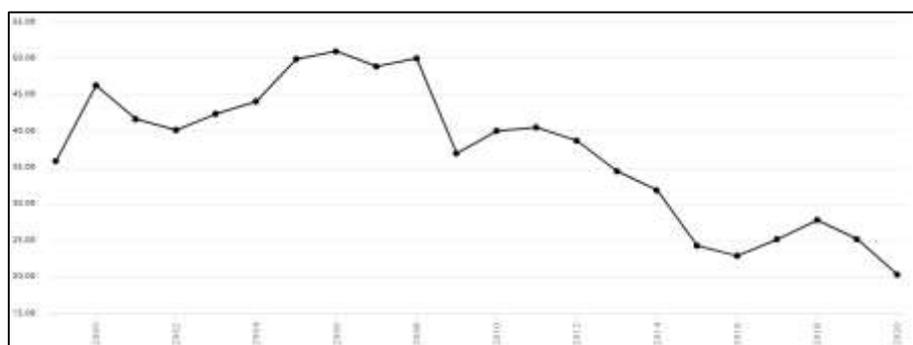
Sources : Banque Mondiale

➤ **Produit intérieur brute hors hydrocarbures**

Etant donné que notre pays est un pays fortement dépendant des hydrocarbures, le PIB hors hydrocarbures sera le meilleur indice reflétant la croissance économique des secteurs hors hydrocarbures (industrie).

Le graphique ci-dessus, nous révèle un fait notable, en effet on y remarque que le PIB hors hydrocarbures demeure faible en dépit de la surliquidité structurelle du système bancaire. Les banques auraient tendance à utiliser leurs excédents de liquidités dans la constitution de réserves supplémentaires que d'accorder des crédits. La politique économique algérienne continue toujours à se baser principalement sur les hydrocarbures, et n'a pas saisie cette bonne conjoncture pour réaliser des investissements productifs pour améliorer son PIB hors hydrocarbures et devenir une économie solide diversifiée et indépendante des hydrocarbures.

Figure 03. Evolution du PIBHH entre 2000 et 2020



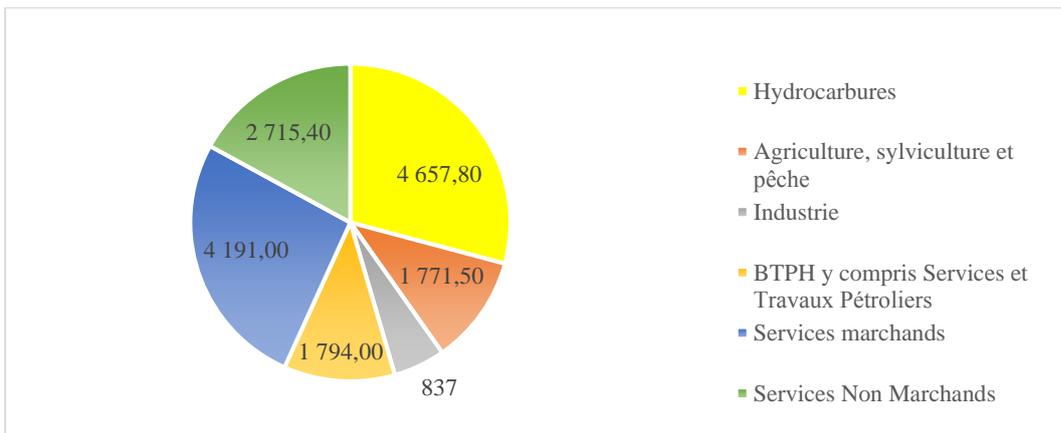
Sources : Banque Mondiale

4. LA POLITIQUE MONETAIRE FACE A LA CHUTE BRUTALE DES PRIX DU PETROLE

Depuis plus d'un siècle, le pétrole est l'un des moteurs fondamentaux de la croissance économique mondiale d'où son surnom « d'or noir », la littérature empirique (J. D. Hamilton & Herrera, 2001 ; S. P. A. Brown & Yucel, 2002) a montré que les effets de la volatilité des prix du pétrole varient considérablement d'un pays à l'autre, en fonction de la situation actuelle d'une économie : si elle est importatrice ou exportatrice nette de pétrole, du régime de change, du cadre de la politique monétaire.

L'économie algérienne est basée essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures, ressource quasi unique du pays. Ces dernières constituent la principale source de revenu du pays (98% des recettes des exportations algériennes). Durant la dernière décennie, les recettes des hydrocarbures ont permis de financer les différents programmes de relance économique et de réduire considérablement la dette extérieure du pays. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) demeure fortement influencé par le comportement de la production dans le secteur des hydrocarbures, compte tenu du poids de ce secteur dans la formation du PIB (voir figure n°4).

Figure 04. La contribution des hydrocarbures au PIB en 2014



Sources : Calcul de l'auteur, Office National des Statistiques. Ministère des Finances.

Aussi, les revenus tirés des hydrocarbures contribuent considérablement au budget de l'Etat à travers la fiscalité pétrolière. La contribution de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat avoisine les 60% (voir tableau n°1).

Tableau 01. La contribution des recettes des hydrocarbures dans les recettes budgétaires

Total des recettes budgétaires	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes des hydrocarbures	3388,4	2373,5	1781,1	2177	2887,1
Recettes hors hydrocarbures	2350	2729,5	3329	3870	3864,3

Sources : Situation des opérations du trésor, Banque d'Algérie

La chute brutale des prix du pétrole, depuis 2014, avait fortement impacté les finances publiques, entraînant l'érosion rapide de l'importante épargne budgétaire accumulée sur plusieurs années, ainsi que la suspension de plusieurs projets publics en cours de réalisation. Le modèle de croissance de l'Algérie, fondé sur la redistribution des recettes pétrolières et gazières par un vaste secteur public, avait déjà besoin d'être revu en profondeur avant la chute des cours pétroliers, étant donné que les réserves connues de pétrole et de gaz (à l'exception du gaz de schiste) ne devraient durer que le temps d'une ou deux générations. La chute des prix pétroliers a rendu la diversification économique plus urgente, tout en réduisant les moyens financiers permettant cette transformation.

En situation de rareté de sources de financements alternatives, le financement extérieur étant exclu et face aux pressions croissantes sur les finances publiques, Confrontées à la hausse du chômage, devant rembourser des arriérés domestiques, et réticentes à recourir à l'emprunt extérieur ou à laisser le taux de change se déprécier davantage, les autorités ont vu leur choix se limiter à deux possibilités : poursuivre l'assainissement rapide des finances publiques en 2018, ce qui nuirait encore à l'activité, ou dégager des marges budgétaires pour augmenter les dépenses en recourant au financement monétaire. Confiantes que les risques associés au financement monétaire pourraient être maîtrisés, elles ont choisi la deuxième voie.

4.1. Recourir au financement par la banque centrale

La loi sur la monnaie et le crédit a été modifiée en octobre 2017 afin de permettre à la Banque d'Algérie de financer directement, entre autres, le déficit budgétaire, le rachat de créances du secteur public et le FNI. Pour le financement monétaire, la Banque d'Algérie achète des titres d'État émis dans ce but spécifique, présentant de longues échéances et un taux d'intérêt de 0,5 %.

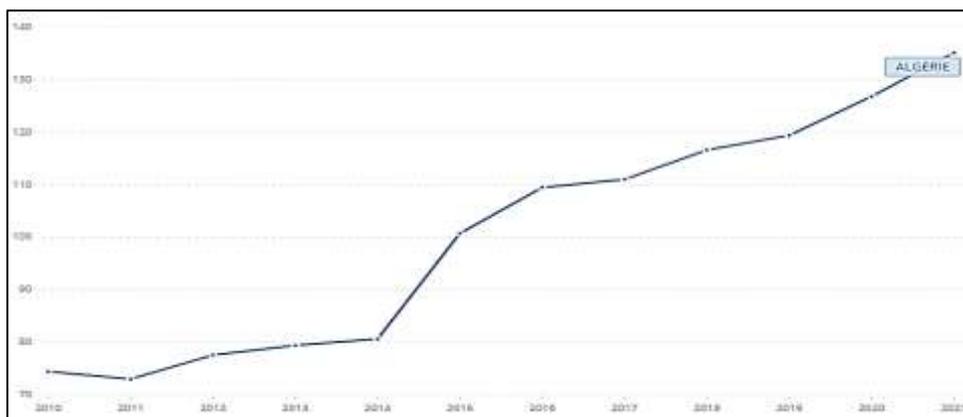
4.2. Les effets négatifs de la politique monétaire non conventionnelle

Le recours à la planche à billets est une solution considérée comme étant une arme à double tranchants : d'un côté cette politique est bénéfique pour l'économie algérienne, elle lui permet de relancer l'activité économique. De l'autre côté, elle présente plusieurs risques : risque inflationniste, risque d'aléa-moral du gouvernement, risque de crédibilité et de mission de la BA, risque de baisse d'investissement privé, risque d'augmentation du taux de chômage et enfin le risque de diminution du pouvoir d'achat et l'inégalité sociale.

❖ La baisse du dinar

La baisse du dinar a évidemment un impact sur l'inflation, entre juin 2014 et mars 2018, le dinar a baissé de 30,4% par rapport au dollar américain et de 22,8% par rapport à l'euro alors que l'inflation a été de 5,59 %.

Figure 05. Evolution du taux de change dinar par rapport au dollar de 2010 à 2021

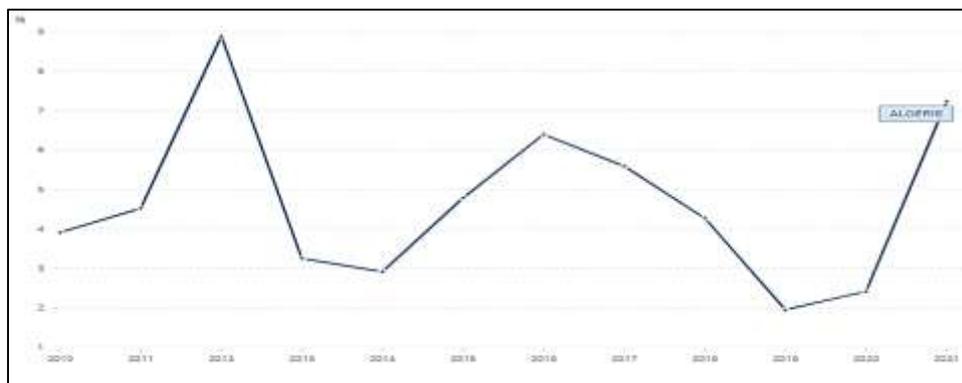


Sources : Banque Mondiale

❖ **La croissance de la masse monétaire**

Le plus grand défi auquel est confronté la Banque d’Algérie est d’assurer la stabilité des prix dans un environnement caractérisé par un surplus de liquidité, l’injection des liquidités en adoptant un programme de financement non conventionnel est très important pour absorber le déficit budgétaire. Par contre les programmes massifs de remboursement de la dette publique et d’autres dettes sont très inquiétants, non seulement par leur montant mais aussi par leur échéancier. Un remboursement de ces dettes non étalé dans le temps augmenterait de manière très élevée et très significative la masse monétaire et la liquidité bancaire, ce qui pourrait augmenter de manière significative l’inflation.

Figure 06. Evolution du taux de l’inflation en Algérie de 2010 à 2021



Sources : Banque Mondiale

Comme le montre le graphique précédent le taux d’inflation n’a pas cessé d’accroître depuis le début de la crise

❖ **Le risque de la crédibilité de la banque centrale**

L’efficacité de la politique monétaire repose sur la capacité de la Banque Centrale d’affecter ou non les anticipations du public. Une Banque Centrale est qualifiée comme indépendante, en cas où elle n’est pas soumise au pouvoir politique. Cette indépendance permet de renforcer la crédibilité des autorités monétaires, ainsi que l’efficacité de leur

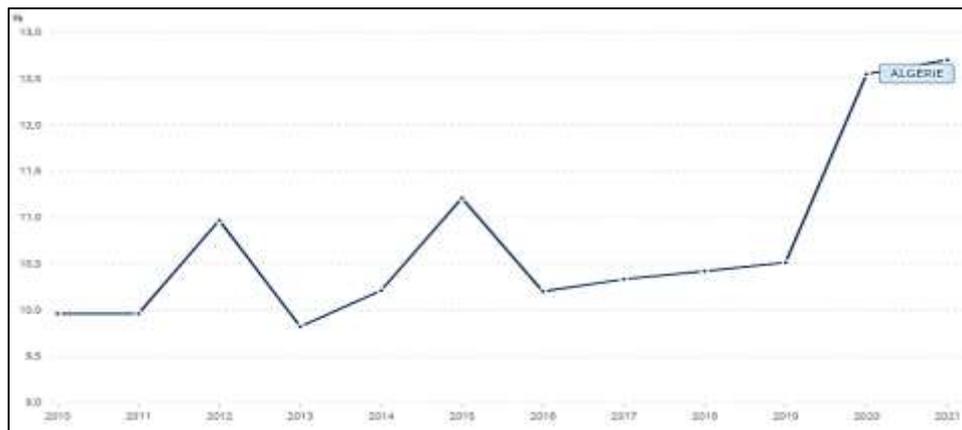
politique. Le financement non conventionnel sous la forme d'achat direct d'obligations (souveraines ou pas) par la Banque d'Algérie manquait dans la réglementation. C'est le rôle de la Banque d'Algérie de décider quand le faire ou pas, quels montants engager et quel échéancier adopter, paramètres qui dépendent de la conjoncture économique et donc qui ne peuvent pas être mentionnés dans un texte de loi. Ce qui lamine la crédibilité de la banque centrale et prouve qu'elle est dépendante des décisions du pouvoir public.

❖ Diminution du Pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage

Plus il y a de billets en circulation moins ces billets auront de valeur, il y'a donc une perte de pouvoir d'achat pour les consommateurs, ce qu'on appelle dans notre langage courant « le takachouf », ce dernier continue tant que le dinar continue sa baisse. Par ailleurs, le chômage est toujours en hausse, chose qui va influencer la paix sociale, et pour cela, l'état doit :

- ❖ Augmenter les aides sociales pour lutter contre la pauvreté et les inégalités ;
- ❖ Lancer un plan de baisse de l'impôt de manière progressive sur les salaires en concomitance avec la réforme des subventions ;
- ❖ Augmenter les allocations familiales, les bourses des étudiants ;
- ❖ Lancer des programmes d'aide au travail pour lutter contre le chômage.

Figure 07. Evolution du taux de chômage en Algérie de 2010 à 2021



Sources : Banque Mondiale

Le taux de chômage a considérablement évolué dès le début de ladite crise.

5. LA POLITIQUE MONETAIRE FACE A LA CRISE SANITAIRE DE LA PANDEMIE COVID 19

L'Algérie s'est trouvée face à un ensemble de défis économiques lors de la survenance du choc pétrolier de 2014 qui a entraîné une baisse très significative dans les recettes des hydrocarbures et mis à rude épreuve le modèle de croissance de l'Algérie, ainsi que le mouvement de la contestation populaire (Hirak) et enfin le déclenchement de la pandémie COVID 19 en 2020.

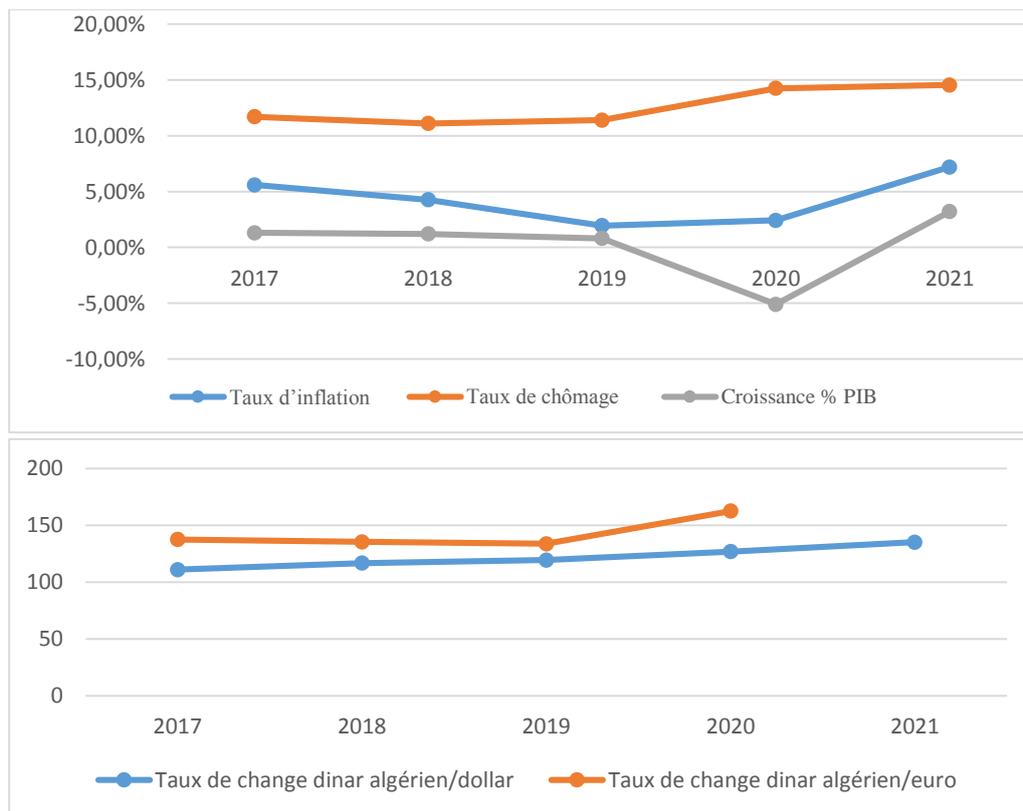
Tableau 02. Les indicateurs macroéconomiques en Algérie de 2017 à 2021

Année	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'inflation	5,59%	4,27%	1,95%	2,42%	7,20%
Taux de change dinar algérien/dollar	110,96	116,62	119,36	126,82	135,06
Taux de change dinar algérien/euro	137,49	135,38	133,63	162,4	154,5
Taux de chômage	11,70%	11,10%	11,40%	14,24%	14,54%
Croissance % PIB	1,30%	1,20%	0,80%	-5,10%	3,20%

Source : Banque Mondiale.

Les graphes suivant illustrent l'évolution des indicateurs ci-dessus.

Figure 08. Evolution des indicateurs macroéconomique en Algérie de 2017 à 2021



Tous les indicateurs macroéconomiques étaient en nette dégradation en 2019 (Tableau 2, Figure 8), la crise de 2020 n'a fait qu'aggraver une situation qui se trouvait déjà précaire. En générale, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'économie algérienne s'articulent autour des points ci-après :

- Chute des recettes des hydrocarbures ;

- Diminution des recettes fiscales ;
- Augmentation des dépenses budgétaires liées à la crise sanitaire ;
- Perturbations touchant les secteurs clés (l'industrie, l'agriculture, le tourisme, etc. ...) ;
- Baisse des flux des investissements directs étrangers ;
- Incidence négative sur la croissance économique ;
- Déséquilibre du marché de travail et l'augmentation du taux de chômage.

Face à ces situations délicates, les autorités ont opté initialement pour la dépréciation de la monnaie nationale afin d'alléger les conséquences de ce choc majeur, ensuite ils ont entamé un assainissement des finances publiques en 2016, simultanément avec l'engagement des réformes structurelles visant à diversifier les sources de revenus de l'Etat tout en diminuant l'indépendance vers les hydrocarbures et enfin la Banque d'Algérie a fini par la modernisation du cadre de sa politique monétaire.

Les autorités monétaires doivent prévoir, en période de la panique relative à la pandémie, une forte hausse de la demande sur la liquidité. A cet effet, elles sont appelées à appliquer des mesures financières et bancaires pour augmenter la masse monétaire dans la période de panique, puis la réduire graduellement dans la phase d'adaptation pour revenir à son niveau initial. En effet, la Banque d'Algérie a fait baisser le taux directeur de 3,5% à 3,25 % en mars 2020, ensuite à uniquement 3% en mois d'avril de la même année (Instruction de la Banque d'Algérie n° 07-2020 du 29 Avril 2020 relative au taux d'intérêt directeur). Par ailleurs, la diminution du taux de réserves obligatoires qui a passé du 10% à 8% en mois de mars ensuite à 6% en mois d'avril pour finir à 2% en février 2021 (Instruction n° 02-2021 du 7 février 2021 modifiant et complétant l'instruction n°02-2004 du 13 mai 2004 relative au régime des réserves obligatoires). Afin de permettre une croissance de la liquidité bancaire ce qui va par conséquent baisser le coût du crédit pour faciliter le financement de l'ensemble des programmes spéciaux de l'Etat, des entreprises, des ménages et de l'ensemble des agents économiques, autrement elle va pouvoir déterminer le niveau approprié de la masse monétaire en circulation pour maintenir le niveau d'inflation plus au moins stable (Bernanke,2016),ou même la quantité de la monnaie qu'elle pourrait créditer sur les comptes de l'Etat.

La banque centrale a tenté aussi de rendre ses ratios de liquidités et de solvabilité plus souples tout en donnant des instructions pour l'ensemble des banques commerciales et des établissements de crédit pour différer le remboursement des dettes par les entreprises et les particuliers ayant été affectés par Covid 19 et le prolongement de leurs échéances. Lesdits clients ayant bénéficié du prolongement des délais de remboursement ont la possibilité de demander des prêts complémentaires (Instruction n°08-2021, du 1er juillet 2021, modifiant et complétant l'instruction n°05-2020 du 6 avril 2020, portant mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et établissements financiers).

Dans certaines pays autre que l'Algérie les banques centrales ont procédé aux achats massifs des obligations émises par l'Etat et par le secteur privé. L'analyse de l'ensemble des

plans de relances déjà mis en œuvre par la majorité des pays arabes afin de faire face à la pandémie du Covid 19 a fait sortir que ces plans sont similaires aux plans adoptés par le gouvernement algérien, la différence réside dans l'intensité qui diffère d'un pays de l'autre.

En comparant l'ensemble des économies dont les recettes sont tirées principalement du secteur des hydrocarbures, on peut constater que les dépenses budgétaires allouées pour faire face à la crise sanitaire en Algérie demeurent faibles d'ailleurs ces dépenses ne représentent que 0,4% du PIB, par rapport au Kuwait où les mêmes dépenses s'élèvent à 1,5% du PIB et au Qatar où elles atteignent les 9% du PIB.

Quant aux mesures de relance économique sur le long terme ces dernières consistent à trouver une alternative pour l'économie de rente basée principalement sur le secteur des hydrocarbures, l'Algérie s'est trouvée donc dans l'obligation d'adopter une stratégie de diversification des sources de recettes depuis l'année 2021.

CONCLUSION

Pour conclure l'appareil économique algérien qui est déjà en panne doit désormais faire face à un triple choc provoqué à la fois par une baisse de moitié des prix du pétrole, une crise de santé publique et les conséquences de la crise économique à l'échelle mondiale à la suite de la pandémie de COVID-19. Les autorités n'avaient guère d'autres choix pour financer le déficit que de puiser dans leurs dépôts auprès de la Banque d'Algérie et de recourir au financement monétaire, une pratique instaurée en 2017, mais interrompue en 2019. En 2021, la Banque d'Algérie a financé les administrations publiques en investissant une partie de ses fonds propres dans des obligations du Trésor et en accordant des avances temporaires au Trésor (conformément à la loi sur la monnaie et le crédit) qui ont été remboursées depuis juin 2021, les autorités monétaires ont mis en place un programme spécial de refinancement (PSR) qui, sur la base d'un accord tripartite de mise en pension entre le Trésor, la Banque d'Algérie et les banques commerciales publiques, vise à fournir des liquidités à six banques publiques pour leur permettre de répondre aux besoins de financement de l'État et de l'économie en général, dans le cadre du plan national de relance économique.

Par ailleurs, l'ensemble des crises précitées ont démontré l'importance de la politique monétaire comme étant un outil aidant à surmonter les situations de crises.

REFERENCES

- Amokrane Mustapha.& Rasdi Sabrina. Rapport (2015). La conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites. The conduct of monetary policy in Algeria during the last two decades: objectives and limits. *Journal of Economics and Finance*, 1(2), 01-21. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/9865>
- Banque d'Algérie, Rapport (2019). Evolution économique et monétaire en Algérie. Alger : Banque d'Algérie.
- Benziane Radia & Chekebkeb Aissa. (2016). Essai d'évaluation des instruments de la politique monétaire en Algérie. Evaluation of monetary policy instruments in Algeria. *Journal of Economics and Finance*, 2(2), 1-16. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/9874>
- Delaplace, M. (2006). Monnaie et financement de l'économie. Dunod.
- Fond Monétaire International, Rapport (2021). La conjonction de la pandémie de COVID-19 et du choc lié aux cours du pétrole en 2020. FMI.
- Nations Unies en Algérie, Rapport (2020). Analyse rapide de l'impact socio-économique du covid-19 sur l'Algérie. Alger : le Système des Nations Unies en Algérie En collaboration avec le Bureau Maghreb de la Commission Economique pour l'Afrique.
- Tahri Seddik, MESSOUDI Rachida, & DOUAH Rofiane. (2021). Les effets de la crise sanitaire covid19 sur l'économie algérienne état des lieux et perspective de relance économique. *Revue d'économie Et De Statistique appliquée*, 18(1), 214-228. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/156847>